

## 6.11. La Belgique soigne son apparence de bon élève, mais...

La Belgique est vraiment le pays de tous les paradoxes: nos instances dirigeantes montrent un réel empressement pour satisfaire aux exigences européenne en matière de politique budgétaire, mais dans le même temps, elles gâchent la situation en laissant s'éterniser une crise politique. Au risque de mettre la dette souveraine à la portée des spéculateurs.

La Belgique a tout ce qu'il faut pour remplir un bulletin de bonnes notes. Il y a quelques jours, le FMI a dressé à son encontre un portrait des plus flatteurs en indiquant que notre économie était en train de se remettre de la crise économique et financière. Une affirmation fondée sur l'observation de signaux particulièrement encourageants. Parmi ces témoins, on relèvera surtout la croissance qui s'élèvera sans doute autour des 2% grâce à des exportations qui se portent plutôt bien et grâce aussi à la constitution de stocks. Ce faisant, notre pays dépassera la moyenne de la zone euro en terme de croissance. Éléments positifs également pour ce qui concerne l'emploi et les chiffres du chômage.

Le FMI confirme par ailleurs la réduction du déficit public de 6% à 4,8% du PIB en 2009 et observe que l'augmentation de la dette publique est moins importante que ce qu'avançaient les premières prévisions. Comme pour nous rassurer par rapport à l'insécurité ambiante, le FMI juge utile d'ajouter que la Belgique se distingue également par un taux d'épargne élevé et par une position extérieure solide de la Belgique. Reste que l'organisation évoque tout de même les risques causés par l'instabilité qui règne sur les marchés financiers et ce malgré la bonne performance des fondamentaux.

### **Empêcher des jeux malsains sur la dette souveraine?**

Il y a quelques jours, dans le contexte de crise institutionnelle que nous traversons depuis maintenant plus de 200 jours, et sans doute pour répondre à cet appel du

piéd du FMI, on sait que le Roi Albert II a émis le souhait que le gouvernement en affaires courantes s'attelle à la confection du budget 2011 avec « comme objectif que le solde de ce budget soit meilleur que celui convenu avec les autorités européennes ». Le chef de l'Etat engage dès lors la Belgique à faire encore mieux que les 4,1% de déficit jusqu'ici convenu avec l'Europe pour 2011. Avec, pour l'an prochain, un déficit inférieur qui pourrait dès lors s'inscrire sous les 4% du PIB. Du tout bon pour notre image, et du tout bon pour notre économie, et surtout, un passage obligé pour écarter le spectre de la main-mise des spéculateurs sur la dette de la Belgique. Avec les difficultés enregistrées par la Grèce, l'Espagne, le Portugal, l'Irlande et l'Italie, la Belgique a en effet été citée sérieusement comme pouvant faire partie des prochains pays qui pourraient être en proie à des spéculateurs qui joueraient sur la dette souveraine de la Belgique.

### **Un pouvoir d'achat supérieur à la moyenne européenne**

Selon les statistiques publiées par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne, le pouvoir d'achat en Belgique est supérieur à la moyenne européenne. En 2009, le Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant en Belgique, exprimé en standards de pouvoir d'achat (SPA), s'élevait à 116 SPA et était nettement supérieur à la moyenne de l'Union européenne (ndlr: des 27) qui est de 100 SPA.

Sur ce registre, notre pays a ainsi le privilège de partager l'excellente septième place au classement avec l'Allemagne. Mieux: en 2009, la Belgique a remporté un meilleur score que l'année précédente au cours de laquelle elle avait atteint un SPA de 115. Une évolution positive d'autant plus remarquable qu'elle n'est pas apparue dans les pays installés en tête du classement.

### **Un certain agacement du côté du patronat**

Du côté des entreprises, on est conscient du fait que cette situation n'est pas une situation acquise. Elle a été gagnée au prix de sacrifices importants et d'un travail de tous les instants pour pouvoir défendre nos positions, en particulier sur les marchés à l'exportation. Et au sein des organisations patronales, on commence à sentir de plus en plus nettement un certain agacement face au borborygme politique dans lequel les négociateurs se sont installés. En donnant ainsi un spectacle bien affligeant de notre pays, ils refroidiraient les ardeurs des investisseurs étrangers les plus téméraires. Pourvu que nous ne gâchions pas nos chances ...

JOHAN DEBIÈRE  
PMEKMO 296 – Février 2011